

Anw Ko Mali sur le DNI : « Le Chef de l'Etat et le Gouvernement ont compromis la légitimité du processus »

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

MARDI 17 DECEMBRE 2019

515

Malikilé

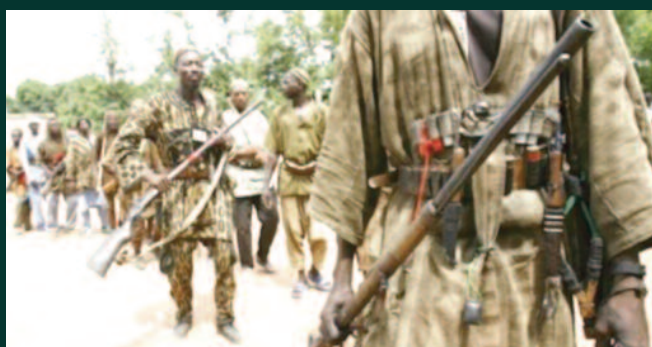
www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



Grève générale à l'éducation

**L'école malienne
paralysée !**



« Dankoun Sela » International : Les chasseurs du Mali en conclave



“Nous évitons le pire” : La nécessité de l'opération Barkhane réaffirmée

FOFY[®] INDUSTRIES

L'équipementier de votre maison

CUIVES

MALISAD10



Santé • Sécurité • Economie

Une	Greve générale a l'éducation : L'école malienne paralysée !	P.4
Brèves	Région Militaire de Gao : Le CEM/AA en visite	P.10
	Pays du G5 Sahel : "Synergie" contre le terrorisme	P.10
	Lutte antiterroriste à Koro : Au moins quatre assaillants tués	P.10
	ATT à Bamako : "Mon épouse et moi, sommes bien rentrés..."	P.11
	Administration publique : Les principales causes de l'enrichissement illicite identifiées	P.11
	Mairie de Pélangana : Silence, on bouffe l'argent des retraités	P.11
	Développement Régional : Concertation autour des Projets SDNM 2 et Trois Frontières	P.12
Actualité	Communique du conseil des ministres extraordinaire du lundi, 16 décembre 2019	P.14
	« Dankoun Sela » International: Les chasseurs du Mali en conclave	P.15
	"Nous évitons le pire": La nécessité de l'opération Barkhane réaffirmée	P.16
Politique	Situation sécuritaire dans le Sahel : Une affaire de tous	P.17
	ATT définitivement au Mali : Un deuxième retour plus que discret !	P.18
	Anw Ko Mali sur le DNI: « Le Chef de l'Etat et le Gouvernement ont compromis la légitimité du processus »	P.19
Culture & société	Le mariage : Les liens du mariage sont-ils (in)dissolubles ?	P.23
	Vivre dans la belle-famille : Un quotidien stressant	P.24
International	Niger: Le G5 Sahel appelle la communauté internationale à agir	P.25
	Protection de l'Enfant Talibé : HRW dénonce l'inaction de l'État sénégalais	P.26
Sport	Etat de santé de Kadidiatou Sangaré: La générosité du ministre Arouna Modibo Touré va sauver une vie et une carrière	P.27
	Ligue Europa: Maréga et Sylla retrouvent Koïta en 16e de finale	P.28

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations** (AMPI)
Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)
Email : ampikile@gmail.com / malikile@gmail.com
Site Web : www.malikile.com
Contacts : +223 70 44 22 23

- **Redacteur en Chef** : Amadou TALL
- **Rédaction Générale** : Karamoko B. Keïta, Demba SIDIBE (Stagiaire), Moctar Sow, Diala Teny Konaté, Ibrahim Sanogo
- **Gérant** : Moctar Sow
- **Service Commercial** : Youssouf Diarra
- **Secrétariat** : AZIA Bénédicte

P.11



P.18



P.19





Grève générale à l'éducation : L'école malienne paralysée !

Suite à l'échec des négociations entre la partie gouvernementale et les syndicats signataires du 15 octobre 2016 de l'Education, les Enseignants ont décidé d'observer une grève de 5 jours, à compter du lundi 16 décembre 2019. Une grève reproductible à partir du 6 janvier 2020, si leurs revendications ne sont pas satisfaites. Au Mali, le système éducatif est en péril.

La commission de conciliation a siégé dans la salle de conférence du ministère de l'éducation les 12, 14 et 15 décembre 2019, afin de trouver des compromis dans la crise scolaire.

Après plusieurs jours de travaux et des débats houleux entre les deux parties, les négociations se soldées par un échec.

Face à ce nouveau bras de fer entre le gouvernement et les syndicats, les parents d'élèves s'inquiètent sur le sort réservé à leurs enfants, l'année scolaire 2018-2019 ayant été sauvée de justesse. Au rythme à laquelle nous nous

s'acheminons les cours seront fortement ébranlés par les grèves séquentielles des enseignants.

A l'issue des travaux de la commission de conciliation, la partie gouvernementale après avoir remercié les syndicats pour avoir accepté d'échanger sur la revalorisation de la grille salariale du statut des enseignants, a fortement mis l'accent sur la situation sécuritaire et financière du pays tout en insistant sur la non soutenabilité budgétaire des revendications.

Ainsi, elle a fait les propositions ci-après : première proposition, une grille plafond de 1100 pour compter du 1er janvier 2021, deuxième proposition, une grille de 1100 pour du 1er janvier 2021. Des propositions rejetées en bloc par les syndicats qui estiment que le gouvernement n'est pas de bonne volonté pour mettre fin à cette crise scolaire.

Une situation qui aurait conduit les enseignants à maintenir leur mot d'ordre de grèves. Une grève visiblement suivie par tous les enseignants du pays. Notre équipe de rédaction a fait un tour dans plusieurs écoles de Bamako pour

s'enquérir de l'effectivité de cette grève. Le constat est très amer toutes les écoles publiques sont fermées.

Selon Adama Fomba, porte-parole du collectif des syndicats de l'éducation, au cours des négociations la partie gouvernementale est restée sur ses premières propositions faites lors des travaux tenus les 27, 28 et 29 novembre 2019. Malheureusement le gouvernement n'a pas fait de proposition allant dans le sens de satisfaire la revendication des syndicats. **« Les syndicats ne demandent que l'application du statut des enseignants chèrement acquis. Pour nous, Cette loi n'est pas à négocier, elle doit être appliquée. Après les engagements du premier ministre et du président de la république. Pour ce faire, je lance un appel présent à tous les enseignants du Mali pour une mobilisation générale et totale afin de faire face à ce nouveau défi »**, a-t-il dit.

Des engagements non respectés

Pour rappel le gouvernement du Mali avait accordé une augmentation de 20% de salaire aux fonctionnaires régis par le statut général. Les enseignants ayant leur statut particulier ont été tout simplement mis à la touche par le gouver-



nement. Et pourtant selon les termes de l'article 39 de la loi N° 2018-007 du 16 janvier 2018, portant statut du personnel enseignant, toute majoration des rémunérations des fonctionnaires relevant du statut général des fonctionnaires s'applique de plein droit au personnel enseignant de l'enseignement fondamental, secondaire, de l'éducation scolaire et spéciale. L'école malienne est dans l'agonie depuis deux décennies. Sans un diagnostic inexorable, les élèves maliens ne pourront pas compéter au même titre que ceux de la sous-région. A la

veille de la rentrée des classes, le ministre de l'éducation avait annoncé l'introduction des épreuves orales à l'examen du baccalauréat à partir de cette année. Avec ces interruptions interminables de cours, dans quelques années, il serait très difficile pour les jeunes maliens de se faire une place au soleil dans un monde d'excellence. Pour qui connaît la rigueur avec laquelle les autres pays de la sous-région sont en train de travailler en matière d'éducation. Or au Mali, l'éducation semblerait être le dernier souci des gouvernants selon plusieurs citoyens.

Les élèves des écoles privées poursuivent normalement les cours tandis que ceux des établissements publics chôment sous l'œil impuissant de leurs parents. L'éducation est et restera l'épine dorsale de tout développement. Au regard de la dégradation du système éducatif malien, l'école ne serait-elle pas sur le point d'augmenter la reproduction des inégalités sociales? N'est-il pas temps de sauver l'école malienne ?

■ IBRAHIM SANOGO



Figaro du Mali



Grève des syndicats de la synergie : La réussite du mouvement créé la panique et nourrit des inquiétudes.

Tout semblait indiquer que le front social n'allait pas se taire si facilement après les nombreuses alertes émises par les enseignants depuis des mois.

Après l'échec des négociations entre le gouvernement et cette plateforme de syndicats de la Synergie de l'éducation, le constat est que ce lundi 16 décembre 2019, une grève des 120 heures (05 jours), avec rétention des notes des enseignants affiliés aux syndicats, a été lancée.

La grève, selon des premières vérifications, est suivie à presque 100% dans le pays. Selon des sources scolaires, plusieurs établissements privés avaient déjà anticipé en organisant les examens du premier trimestre. La raison était d'échapper à cette grève qu'ils sentaient venir.

Il faut aussi rappeler que cette grève aura pour conséquence la non effectivité des examens du premier trimestre dans les établissements publics concernés.

La Cour D'Appel vient de mettre en liberté Abdoul Niang et Bouba Fané avec deux ans de prison avec sursis.

Figaro du Mali

Les syndicats de magistrats acceptent de retirer leur plainte contre Abdoul Niang et Bouba Fané

2ème tranche des logements sociaux : Quand l'inconfort titille la colère et l'indignation.

Depuis le 31 Mai dernier, l'office malien de l'habitat n'est pas parvenu à répondre à ses obligations vis à vis des bénéficiaires des logements. Bien que les contrats soient signés, l'incertitude et le désordre persistent toujours.

En effet, à N'Tabacoro comme à Kati, c'est le flou et l'échec des autorités en charge de ces logements qui ne sont toujours pas dans les normes. Eau et l'électricité constituent l'attente insoutenable des bénéficiaires de la première tranche. Ces besoins fondamentaux qui doivent être les obligations de l'Etat est en train de fausser toute la procédure au niveau de compatriotes dont les moyens sont dérisoires.

Selon des sources du Figaro du Mali, la commission d'attribution envisage de passer, courant Janvier 2020, à la seconde phase de logements sociaux. Les complications qui persistent avec les maisons attribuées depuis 7 mois persistent et elles risquent de compromettre toute la procédure.

L'organisation de défense du droit au Logement au Mali a exprimé toute son indignation sur l'incapacité de l'OMH et de ses partenaires à pouvoir assurer la viabilisation totale (eau, électricité et voies d'accès) qui empêchent aux « malheureux » bénéficiaires d'être tranquilles.

Pour un membre de l'ODDL Mali, des mesures vont être envisagées

afin que les responsables chargés de l'habitat puissent respecter leurs engagements sur les logements déjà attribués. Faut-il encore augmenter sur la vie infernale des demandeurs et des bénéficiaires qui cherchent à être soulagés?

Les premiers bénéficiaires ont été surpris par la lenteur des travaux, le sabotage des travaux et l'indifférence et l'incapacité à pouvoir résoudre les failles dans les logements attribués. En attendant, les postulants qui sont en attente expriment aussi leur impatience à connaître leur sort dans ces attributions envisagées le mois prochain. Mais d'autres voies pourraient freiner ce processus car elles estiment qu'on ne saurait ajouter du désordre au désordre.

Primature du Mali



Cérémonie de signature de convention entre le Gouvernement du Mali et la Banque Mondiale.

Ce lundi 16 décembre 2019, le Premier Ministre Dr Boubou Cissé a procédé à la signature d'une convention d'accord de financement exceptionnel d'un montant de deux cent cinquante millions de dollars soit environ 148,7 milliards de francs CFA avec la Banque Mondiale représentée par sa directrice des opérations madame Soukeïna Kane.

Le Premier Ministre était accompagné du ministre malien de l'Energie M. Sambou Wagué et du ministre de l'agriculture Moulye Ahmed Boubacar.

Cet appui budgétaire vient soutenir la politique de développement du Mali dans les secteurs prioritaires pour une croissance accrue et soutenue comme l'énergie, les services décentralisés, l'agriculture, les investissements sociaux de base entre autres.

Amadou Tall



USA/DESTITUTION (IMPEACHMENT):

TRUMP GRIMPE DANS LES SONDAGES -

UN DÉPUTÉ DEMOCRATE REJOINT LES #REPUBLICAINS ET TRUMP

LES #DEMOCRATES ENERVENT LES AMERICAINS-

Rappel: la Commission judiciaire de la Chambre (Assemblée), présidée et dominée par les #Dem. (Démocrates) a voté deux lois pour juger et destituer TRUMP (Abus de pouvoir et obstruction au Sénat). Ré Rappel: le dossier est si léger qu'il n'a aucune chance d'aboutir. Le vrai bénéfice politique étant de ternir l'image de TRUMP et d'éviter sa réélection en 2020.

Les américains non politisés ne se sont jamais passionnés pour le processus de destitution. Petit à petit, ça les a au contraire énervés. Le Sénateur SANDERS avait vu ça.

Le vote des deux lois de destitution a constitué un tournant.

Les sondages de la semaine dernière ont montré que la côte de popularité de TRUMP a grimpé de 7 points. Ses chances d'être réélu a grimpé de deux points.

Mieux encore, des députés Démocrates ont déjà déclaré qu'ils ne voteront pour la destitution au Sénat.

Mieux encore, le Représentant (député) du New Jersey, #JeffVanDREW a décidé de quitter le parti Démocrate pour le parti Républicain de TRUMP.

Paul Diarra



Patrouille de grande envergure de la Brigade de Recherches de la Gendarmerie Rive Droite de Bamako : Le Lieutenant Ouassa OUATTARA et ses hommes rassurent.

Les forces de la Gendarmerie Nationale travaillent inlassablement pour juguler le banditisme, la criminalité et toutes les autres formes de menaces qui sévissent dans nos villes et dans nos campagnes surtout en cette période de fin d'année.

C'est dans cette optique que la Brigade de Recherches de Gendarmerie de la Rive Droite de Bamako a procédé dans la nuit du samedi 14 Décembre 2019, à une patrouille de grande envergure dans certains quartiers de sa zone de compétence.

Il était 21 heures 45 minutes ce samedi 14 décembre 2019 quand le Lieutenant OUATTARA donnait les consignes générales à l'équipe de patrouille. La courtoisie avec la population et la sensibilisation des citoyens ont été les mots clés avant d'être sur le terrain avec ses hommes.

À la tête d'une équipe dynamique comprenant un grand nombre de personnel féminin, le Commandant de la Brigade de Recherches a choisi cette soirée le quartier Sirakoro Méguetana comme première destination. Sur place, il a quadrillé le secteur afin de mener à bien l'opération. Des Check-points à des endroits pour le contrôle du trafic routier, des équipes mobiles dans d'autres lieux, aucun détail n'a été négligé.

Selon le Commandant de la Brigade, l'objectif recherché est de dénicher les bandits de leurs nids mais aussi de décourager les individus malintentionnés à abandonner leurs actes. Certes la tâche est rude mais nous sommes disposés à garantir un environnement stable, a-t-il rassuré avant d'inviter les populations à une franche collaboration avec les forces de sécurité.

De l'avis de certains habitants, cette patrouille est salutaire et elle doit être pérenne pour asseoir un climat de quiétude. A. Coulibaly, un noctambule, affirme être en sécurité avec la présence de cette équipe de patrouille. Il a exhorté les autorités à mettre les moyens nécessaires à la disposition de l'unité pour la poursuite de cette noble mission dans son quartier et même au-delà.

Rédaction DCRP

Ambassade des Etats-Unis au Mali



L'Ambassade des Etats-Unis au Mali adresse ses félicitations au Président Ibrahim Boubacar Keita et à toute la nation malienne suite au début des travaux du dialogue national inclusif, le 14 décembre à Bamako. La démocratie commence par le dialogue. Les Etats-Unis soutiennent ce dialogue national inclusif, qui, nous es-

perons, offrira un environnement aux parties politiques, la société civile et l'ensemble des forces vives de la nation de se rencontrer, surmonter la défiance, et travailler ensemble sur des questions cruciales de la vie politique et sociale du pays. Nous espérons que des recommandations concrètes sortiront de cet exercice afin de faciliter la sortie de la crise multidimensionnelle dans laquelle le Mali est plongé depuis quelques années. #USAMali

Fahad Ag Almahmoud



Monsieur Dolo et Mademoiselle Dara se sont connus sur Facebook. Ils sont se mariés. Doivent ils continuer avec Facebook ?

Kevin Thera

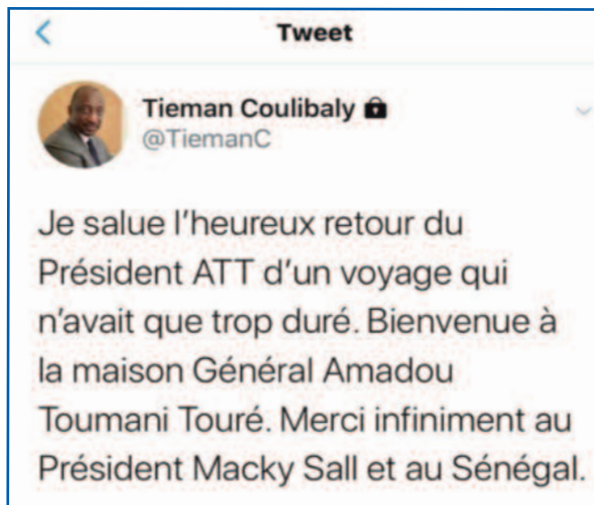


Kevin Thera a partagé une publication dans le groupe Collectif pour la Défense de la République C D R.

Soudan-Infos

#PARADOXE : Pendant que les chefs d'États du G5 Sahel appellent à plus d'alliance internationale, une grande #Marche d'envergure nationale est prévue au Niger par la #société civile le 29 décembre prochain, pour demander le départ des forces étrangères, la marche couvrira toutes les grandes villes du pays.

Rfi



Mission Permanente du Mali ONU



Le Vendredi 13 Décembre l'Ambassadeur Représentant permanent du Mali auprès des Nations Unies M. Issa KONFOUROU a accordé une audience aux responsables de l'ONG JDWS Justice and Dignity for the Women of Sahel.

Aida Oualate fondatrice de l'ONG et son secrétaire exécutif Oumar Tangara lui ont d'abord fait une brève présentation de l'initiative avant

de solliciter le soutien et l'expertise de SEM Issa KONFOUROU pour atteindre les objectifs fixés.

L'Ambassadeur satisfait de la création d cet autre outil de protection des femmes en général et surtout celles du Sahel s'est engagé à accompagner les protagonistes pour le bien être des femmes.

Le projet Justice and Dignity for the Women of Sahel JDWS a pour finalité la construction d'un réseau où la solidarité, le partage et l'échange permettent de promouvoir des valeurs humaines positives qui prennent en compte la différence des deux sexes et participer à l'instauration d'une société non violente.

Amadou GON Coulibaly

Après le Conseil des Ministres de ce mercredi 11 décembre 2019, le Président de la République, S.E.M. Alassane OUARTARA, s'est fait enrôler pour l'établissement de sa nouvelle Carte Nationale d'Identité.

L'enrôlement du Chef de l'Etat marque le lancement de l'opération du renouvellement des CNI arrivant à expiration en juin 2020.

#oneci #rnpp #nni



Bina Sogoba

Crise scolaire

IBK n est pas content.

Pourquoi les enseignants sont-ils aller en grève ce lundi?

Bina Sogoba

L'ex-président du Mali general Moussa Traoré évacué pour des soins. Prompt rétablissement.

Avp/Bina sogoba



Bamako Bamada

En soutien au maire du district Adama Sangaré Une forte délégation des maires de l'Afrique de l'Ouest à Bamako pour s'enquérir de l'évolution du dossier



Awa Sylla

Je suis redevenue madame Keita maintenant on va dire EX chéri.



Moussa Baba Coulibaly

"Rien n'est plus dangereux qu'un imbécile qui a l'apparence d'un homme intelligent". Édouard Herriot



Baxi Zapata Baxi

QU'EST CE QUE LES ENFANTS DES ÉCOLES PUBLIQUES MALIENNES ONT FAIT POUR MERITER CETTE SITUATION.



Ibrahima Boubacar Yoro Maiga

Urgent: Le Ministre Tiebilé Dramé propose une séance spéciale pour permettre aux mouvements signataires et au gouvernement de venir devant le peuple afin d'échanger des problèmes de l'accord d'Alger. #DNI #CICB



Soulby Sanogo

DNI : " L'ADEMA doit demander pardon aux peuples maliens "
Mme Traoré Nana Sissako



Clash au CICB entre la CMA et les autres parties prenantes

DNI : " Le syndicalisme n'est pas une profession "
Ali Nouhoum Diallo

Ammy Baba Cisse

La presse a trouvé un certain humanisme et devient de plus en plus solidaire. Merci aux magistrats.



Daouda Camara

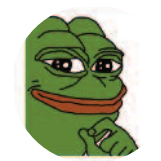
On veut pas de sommet le 13 janvier 2020 a Pau.

On veut juste la libération de KIDAL!!!



Saâdiã Halimath

Personne ne marche plus vite q'1e personne qui vient de réussir à acheté klk choz avc de l'argent déchiré



MALI MALIN

Mouvement Démocratique et Populaire : Plaidoirie d'un dialogue avec Iyad et Koufa
Après le succès du premier coup d'essai, le MDP (mouvement démocratique populaire) a enfin pris forme et se lance comme une force de proposition de sortie de crise définitive au Mali.



En meeting ce vendredi 13 Décembre 2019 devant la bourse du travail de Bamako où de milliers de partisans s'étaient réunis, le mouvement démocratique et populaire, porté par son leader le Dr Oumar Mariko, a estimé que la résolution réelle de la crise sécuritaire passe par un dialogue avec les groupes armés taxés de djihadistes.

Ils étaient des milliers de personnes à répondre au second appel du MDP. Un vaste mouvement crée sur fonts baptismaux le 7 décembre dernier qui regroupe associations, cultivateurs, paysans, ouvriers et partis politiques dont le SADI. Il vise, selon les initiateurs, à combattre l'impérialisme français au Mali et œuvrer pour un retour définitif de la paix au dans notre pays.

Pour les membres du MDP, aucune paix n'est possible au Mali sans le véritable dialogue entre tous les fils du pays sans exception, « y compris les forces armées taxées de djihadistes » a laissé entendre Oumar Mariko. A cet effet, le mouvement entend rencontrer tous les groupes armés nationaux pour trouver une solution intermalienne à la crise sécuritaire.

Car aux dires du Président du parti SADI, porte-parole du MDP, l'honorable Oumar Mariko, il est impossible de parler de paix sans Iyad Ag Ghaly et Amadou Kouffa. Mariko juge que ces deux personnes incontournables à la résolution de la crise malienne se trouvent manipuler par la France qui pourtant empêche l'Etat malien de dialoguer avec elles : « Il est temps que l'on sorte des directives de la France en ce qui concerne le choix de nos interlocuteurs. Car la France qui manipule les groupes qu'elle taxe de terroristes et empêche les autres pays de discuter avec eux » a martelé Oumar Mariko.

Avant la fin de son intervention, le Président du parti SADI a invité tous les groupes armés, taxés de djihadistes, à se libérer de la France et revenir à la mère patrie pour mettre fin à l'hémorragie, aux tueries et aux humiliations.

A signaler la présence à ce grand meeting des mouvements comme: le Groupe des Patriotes du Mali, les Pular rouges, collectif MUNUSMA et ses alliés dégagent, collectif des veuves des militaires de Kati, le mouvement trop c'est trop, Adama Ben Diarra dit le cerveau et le parti SADI etc.

Boubacar Kanouté
Source figaro du Mali

Félicité Doubangar

L'ONU dévoile des transferts opaques d'armes et de combattants en #Libye.(recruter 1.000 combattants du Soudan via une compagnie canadienne: en Libye,tous les moyens sont bons pour contourner l'embargo sur les armes de l'ONU.)



MISAHÉL OFFICIEL

Lutte contre le terrorisme dans l'espace CE-DEAO, l'Union Africaine s'engage: SEM Pierre Buyoya, HR (MISAHÉL), a participé ce 16 déc 2019 à la 43è Session ordinaire du CPS au niveau



ministériel de la CEDEAO, tenue à son siège à Abuja (Nigéria).

Issoufou Mahamadou



Nous devrions avoir la présente rencontre à Ouagadougou, l'actualité en a décidé autrement. En effet le 10 décembre 2019, notre pays a vécu une grande tragédie : 71 de ses soldats au Poste Militaire Avancé d'Inatès sont tombés sur le champ d'honneur.



Région Militaire de Gao : Le CEM/AA en visite



Chef d'Etat-Major de l'Armée de l'Air, le général de Brigade Daouda Dembélé, accompagné des membres de son état-major, a effectué une visite de terrain, le jeudi 12 décembre 2019 à la base 103 de Gao, la 1ère Région Militaire. Cette visite avait pour objectif de s'imprégner des conditions de vie et de travail des hommes engagés dans des opérations. Il a aussi présenté ses condoléances à la zone de défense numéro 1 de Gao, suite aux différentes attaques qui ont causé la mort des frères d'armes. Le visiteur a également souhaité prompt rétablissement aux blessés.

Rencontre avec la troupe

Le premier acte de cette visite périodique, du chef d'état-major de l'armée de l'air a été la rencontre avec la troupe afin de s'enquérir de la situation actuelle sécuritaire dans la zone de défense N-1 de GAO. Les échanges ont porté sur les conditions de vie et de travail des éléments engagés dans les opérations.

Le chef d'état-major de l'Armée de l'Air a rencontré également les épouses des militaires de l'armée de l'air.

Le général Daouda Dembélé et sa délégation ont présenté les condoléances aux familles des victimes militaires et civiles tombées au cours de cette crise dans notre pays ; avant de souhaiter prompt rétablissement aux blessés.

Pour rappel, c'est à bord du Casa de l'Armée de l'Air qu'il a effectué ce déplacement dur Gao.

Lutte antiterroriste à Koro: Au moins quatre assaillants tués

Selon l'armée, un détachement a été pris pour cible, le weekend dernier, par des hommes armés non identifiés, entre les localités de Soye et Séguémara dans le cercle de Koro. Au cours des accrochages, les assaillants ont été mis hors de combat.

Des armes et munitions ont été récupérées dont un pistolet mitrailleur, une carabine, deux fusils de chasse. L'armée, qui n'a enregistré aucune perte en vie humaine encore moins de blessés, a aussitôt lancé une opération de ratissage dans les environs afin de traquer d'éventuels terroristes qui pourraient avoir trouvé refuge dans la forêt.

■ A.DIARRA

Pays du G5 Sahel : "Synergie" contre le terrorisme



Réunis dimanche à Niamey, les présidents du Niger, du Burkina Faso, du Mali, du Tchad et de la Mauritanie ont évoqué "l'urgence de travailler davantage en synergie" pour mettre fin aux attaques djihadistes au Sahel. "Les attaques sans cesse répétées par les groupes terroristes dans notre espace nous rappellent non seulement l'extrême gravité de la situation, mais aussi l'urgence de travailler davantage en synergie", a déclaré le président burkinabè, Roch Marc Christian Kaboré. "La menace terroriste sur les pays sahéliens s'aggrave", a dit l'hôte du sommet, le président nigérien Mahamadou Issoufou. "Pour combattre le terrorisme, nous avons besoin non pas de moins d'alliés, mais de plus d'alliés", a martelé M. Issoufou.

Il fait allusion à la polémique sur la présence des forces étrangères au Sahel. Malgré la présence des forces françaises, de celles des pays du G5 Sahel et des Nations unies (les casques bleus de l'ONU au Mali), le Sahel subit des attaques djihadistes de plus en plus fréquentes et meurtrières. Au Burkina Faso, au Mali et au Niger, les pays les plus ciblés par les djihadistes au Sahel, les troupes étrangères font face à un rejet grandissant des populations. On leur reproche leur incapacité à mettre fin aux attaques djihadistes. Roch Marc Christian Kaboré, dont le pays assure la présidence tournante du G5 Sahel, a fait observer une minute de silence "à la mémoire des victimes des attaques terroristes au Sahel".

Avant le sommet, quatre des cinq chefs d'Etat du G5 Sahel se sont inclinés, dimanche matin, sur les tombes des soldats tués dans l'attaque la plus meurtrière de l'histoire du Niger, mardi, à Inatès. Revendiqué par le groupe Etat islamique, cet assaut a coûté la vie à 71 soldats nigériens. La Force militaire conjointe du G5 Sahel, lancée en 2015 et réactivée en 2017, devait compter 5.000 hommes pour lutter contre les djihadistes. Elle peine à monter en puissance.



ATT à Bamako : “Mon épouse et moi, sommes bien rentrés...”



Après son exil forcé au Sénégal en 2012, l'ancien président de la République, Amadou Toumani Touré et son épouse Mme Touré Lobo Traoré ont signé leur retour au bercail hier dimanche. L'information a été confirmée par le couple à travers un message adressé à leurs fans sur leur page facebook. “Mon épouse et moi, sommes bien rentrés aujourd’hui (Ndlr : Dimanche) chez nous au Mali pour s’y installer définitivement. Merci encore au Sénégal”, peut-on lire sur la page officielle de l'ancien président de la République, Amadou Toumani Touré. La douane sénégalaise, le 14 octobre dernier, lui avait délivré un certificat en vue de lui faciliter le transport de ses objets.

Il faut noter que ce retour de l'ancien président de la Transition 1991, entre dans le cadre du dialogue national en cours dans le pays. Le triumvirat avait rencontré, il y a quelques mois l'ancien chef d'Etat, ATT, à Dakar dans sa résidence à Almadies. Ce dernier avait donné son accord de participer à cette rencontre entre Maliens pour une sortie de crise. Ce retour serait facilité en outre par le courrier de la Cour Suprême, adressé aux anciens présidents de la République à s'impliquer à la résolution de la présente crise.

C'est ainsi qu'hier le président a nommé salué les rôles des anciens présidents de la République dans la construction nationale. Le nom d'ATT a été accompagné d'un tonnerre d'applaudissements d'environ 5 minutes. Comme pour dire, qu'ATT aura un grand rôle à jouer pour la stabilité du pays, notamment le Nord et le centre du pays, où il est originaire.

Administration publique : Les principales causes de l'enrichissement illicite identifiées



Le vendredi 13 décembre 2019, le président de la République, Son Excellence Monsieur Ibrahim Boubacar Keita a présidé la cérémonie de remise officielle du rapport 2017-2018 de l'office central de lutte contre l'Enrichissement illicite.

Pour une lutte efficace contre la corruption au Mali, l'office central de lutte contre l'Enrichissement illicite a remis son rapport au chef de l'Etat du Mali. Dans le cadre de la lutte contre l'Enrichissement illicite, l'OCLEI a pour mission d'identifier les principales causes de l'enrichissement illicite, afin de susciter l'intérêt des agents publics dans le respect de la loi.

M. Moumouni Guindo dans son discours, a présenté le rapport produit par l'office durant l'année. Selon M. Guindo, leur étude de l'enrichissement illicite dans l'administration publique au Mali, leur a permis de connaître ses principales causes dans le secteur public qui était une de leurs motivations dans la mission. Mr Moumouni Guindo a rappelé l'engagement personnel du Président de la République qui suit le long des travaux.

Le Chef de l'Etat, Monsieur Ibrahim Boubacar Keita a félicité l'équipe de l'OCLEI pour le travail abattu et réaffirmé son soutien à cette initiative indispensable pour la lutte contre l'Enrichissement illicite au Mali.

■ HT

Mairie de Pélengana : Silence, on bouffe l'argent des retraités

À la mairie de Pélengana, cercle de Ségou, la spéculation foncière ne suffit plus pour se remplir la poche. Désormais, on sert du droit des retraités. Deux des dernières matrones du Cscm de Pélengana, parties à la retraite, depuis 2016 et 2017, n'ont toujours pas perçu leur droit à la retraite: Fanta Traoré et Maimouna Bagayoko.

En l'observant de l'extérieur, la commune rurale de Pélengana semble être l'une des plus belles communes de la région de Ségou, au plan du développement. Mais, elle se trouve confrontée face à d'énormes problèmes de gestion financière. Des magouilles foncières, de la privation des retraités à leur indemnité de départ à la retraite et

autres sont passées par là. La dernière en date et méconnue de beaucoup de populations de la commune rurale de Pélengana, est l'accaparement des droits à la retraite des personnels de la maternité du centre de santé communautaire de ladite commune.

Pour le moment, ce sont deux matrones, Fanta Traoré et Maimouna Bagayoko qui sont victimes de cette violation de droit de travail. Ces deux braves matrones, qui étaient au compte du cercle ont été transférées à la mairie de Pélengana en 2000 avec le processus de décentralisation, elles ne parviennent toujours pas à toucher leurs indemnités de départ à la retraite avec la mairie de Pélengana. Après plusieurs démarches des deux individus admis à la retraite, la mairie ne fait rien pour qu'elles recouvrent leur droit. La seule raison évoquée par la mairie est qu'elle n'a pas d'argent dans la caisse pour mettre les deux retraitées dans leur droit après plus de dix ans de travail à leur compte.

Développement Régional : Concertation autour des Projets SDNM 2 et Trois Frontières

Le Comité de pilotage conjoint des Projets "Sécurité et développement au nord du Mali 2ème phase (SDNM 2) et "3 Frontières" étaient réunis, jeudi dernier au Centre de formation des collectivités territoriales (CFCT) sur la route de Kati.

Les deux projets apportent un appui technique et financier aux investissements socio-économiques des collectivités territoriales des régions du Nord et celle de Mopti.

Selon le ministre de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation, Boubacar Alpha Bah, "ces projets s'inscrivent pleinement dans le principe d'appropriation par les autorités et populations maliennes du développement de leur territoire". Et au ministre Bah d'ajouter que les projets SDNM 2 et 3 frontières financés par l'Agence Française de Développement (AFD) sont une contribution concrète de la France à la mise en œuvre du volet développement de l'Accord pour la paix et la réconciliation issu du processus d'Alger.

Le projet Sécurité et Développement du Nord, phase 2, doté d'un montant total de 19 millions d'euros, dont 1 millions d'euros, cofinancés par l'Union Européenne, à travers son Fonds Fiduciaire d'Urgence, et un million d'euros par la République du Mali. Ce projet permet de financer des investissements socio-économiques dans 5 régions du Nord et dans la région de Mopti, au centre.

Par ailleurs, le projet "3 frontières", d'un montant de 3 millions d'euros, est concentré sur les filières agro-pastorales dans les cercles frontaliers avec le Burkina Faso et le Niger. Ce projet permettra, de financer des investissements à caractère agro-pastoraux, et d'accompagner les organisations de producteurs, dans les cercles de Koro, Bankass,



Douentza, Gourma-Rharouss, Gao et Ansongo.

Pour l'Ambassadeur de France au Mali, Joël Meyer, "ces projets ont également en commun de placer les collectivités territoriales au cœur du dispositif". Ce sont elles qui identifient, sélectionnent et portent les investissements dans leurs régions. Et elles en sont aussi, bien évidemment, les propriétaires. "Les fonds reliés à ces projets transitent d'ailleurs tous par l'ANICT, illustration supplémentaire de notre attachement au partage national et local de ces projets", a ajouté l'ambassadeur de France.

Sur le seul projet Sécurité et Développement au Nord, ce sont ainsi près de 100 communes qui bénéficieront de 170 investissements d'ici fin 2020. Selon l'Ambassadeur de France au Mali, le projet "3 frontières" est également à l'œuvre, avec des appuis déjà en cours à 23 organisations de producteurs dans les 6 cercles du projet. Il est sous la coordination de l'Association malienne des Organisations professionnelles paysannes. En effet, il a assuré que des investissements ont par ailleurs déjà été réalisés, comme la construction de parcs à vaccination dans les cercles de Gao, Douentza, la réhabilitation du marché à bétail de Rharouss et de l'aire d'abattage à Ouenkoro. Et de nombreux autres ont été identifiés dans la perspective d'un déploiement à plus grande échelle de cette opération.

PLANET

A base d'eau Supermont
et de sucre Naturel

An Bé Gnogon Bolo
On est ensemble

Malitel
Proche de vous



**REJOIGNEZ LE 1^{ER} OPÉRATEUR GLOBAL
DES TÉLÉCOMMUNICATIONS AU MALI.**

Malitel votre réseau favori

service client : 6700 
www.malitel.ml 
www.facebook.com/malitel.official 



Communiqué du Conseil des Ministres extraordinaire du lundi 16 décembre 2019

Le Conseil des Ministres s'est réuni en session extraordinaire, le lundi 16 décembre 2019 dans sa salle de délibérations au Palais de Koulouba sous la présidence de Monsieur Ibrahim Boubacar KEITA, Président de la République.

Sur le rapport du ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, le Conseil des Ministres a adopté :

1. des projets de texte relatifs à la ratification de l'Accord de financement, signé à Bamako le 16 décembre 2019, entre le Gouvernement de la République du Mali et l'Association internationale de Développement (IDA) relatif à l'appui budgétaire des politiques de développement du Mali en faveur de l'énergie durable et de l'amélioration de la prestation de services pour une stabilité accrue.

Par cet accord, l'Association Internationale de Développement accorde au Gouvernement de la République du Mali un prêt d'un montant de 188 millions 300 mille Euros, soit 123 milliards 516 millions 703 mille 100 francs CFA.

L'appui budgétaire vise à soutenir la politique de développement du Mali dans les secteurs prioritaires pour une croissance accrue et soutenue comme l'énergie, les services décentralisés, l'agriculture et les investissements sociaux de base.

Il contribue ainsi à la mise en œuvre de la stratégie pour la croissance et la réduction de la pauvreté pour la période 2019-2021, désigné « Cadre stratégique pour la relance économique et le développement durable du Mali ».

2. des projets de texte relatifs à la ratification de l'Accord de prêt, signé à Bamako, le 29 no-

vembre 2019, entre le Gouvernement de la République du Mali et la Banque africaine de Développement, concernant le Programme d'Appui à la Croissance économique, Phase II. La Banque africaine de Développement accorde au Gouvernement de la République du Mali un prêt d'un montant de 10 milliards 63 millions 960 mille francs CFA environ.

La mise en œuvre des actions préconisées par le Programme d'Appui à la Croissance économique vise à :

- améliorer la mobilisation des ressources publiques ;
- renforcer l'efficacité de la dépense publique ;
- appuyer la compétitivité de l'économie avec un accent particulier sur le renforcement des capacités du secteur privé et les réformes du secteur de l'énergie ;
- renforcer la décentralisation et améliorer l'inclusion sociale.

Bamako, le 16 décembre 2019

**Le Secrétaire général du Gouvernement,
Madame SANOGO Aminata MALLE
Commandeur de l'Ordre national**

« Dankoun Sela » International : Les chasseurs du Mali en conclave

Après avoir fait le douloureux constat que les Maliens sont, de plus en plus, en train d'abandonner les pratiques ancestrales, mœurs, us et coutumes, la Fédération Nationale des Chasseurs du Mali (FNCM) s'est retirée, le samedi 14 décembre 2019, à Tienfala (région de Koulikoro) pour célébrer le Dankoun Sela International.

Cette retraite de la confrérie des chasseurs, une grande première, vise essentiellement à la sauvegarde et la perpétuation de ces pratiques. Notamment, dans le contexte de crise multidimensionnelle que vit notre pays, où les populations ont perdu tout repère. Les temps-forts de l'évènement !

La cérémonie était présidée par Salif Togola, adjoint et représentant du président de la Fédération Nationale des Chasseurs du Mali, Gossi Niakaté. Il avait à ses côtés, Bréhima Fotigui Coulibaly, Secrétaire général de la FNCM, le président des chasseurs de Tienfala, Bourama Traoré, celui de Koulikoro, le maire Sambou Sissoko de la commune rurale de Tienfala, plusieurs agents des Eaux et forêts de la réserve forestière de Tienfala. En plus d'une importante délégation de chasseurs venus de Bamako et des quatre coins du Mali ! Au programme : retraite au site de la FNCM

pour le « Dankoun Soni », recueillement au cours d'une cérémonie rituelle ; manifestation mortuaire la nuit pour clore la cérémonie.

Arrivée à Tienfala, cette importante délégation, accompagnée de la troupe de Donso n'goni de Banankabougou dirigée par Anassi Bamba est allée au domicile du président des chasseurs de Tienfala pour lui rendre les amabilités. Ce geste est appelé « Kènè Fifa » (en Bamanan Kan). Ensuite, l'importante colonne composée de dizaines de voitures et de centaines de motos a pris la direction de la forêt de Tienfala, située à une dizaine de kilomètres, pour une retraite mythique dans une grotte touffue au pied d'une colline (site appartenant à la FNCM. Les non-initiés étaient invités de rester en marge. La grotte étant exigüe, les chasseurs initiés ont effectué par petits groupes le rituel. Le président de la cérémonie a demandé à l'assistance de le rejoindre sous son chapiteau. Ce fut l'occasion pour les principaux chefs de la confrérie des chasseurs d'intervenir.

L'honneur a été donné au président des chasseurs de Tienfala, l'hôte de la cérémonie, d'intervenir en premier. Il s'est dit heureux d'accueillir sur ses terres cette retraite mystique de la FNCM. Le président des chasseurs de Koulikoro a recommandé l'union de tous les

chasseurs du Mali autour des idéaux de la fédération. A sa suite, Salif Togola, représentant du président de la FNCM, Gossi Niakaté, est intervenu.

Appel à la restauration de l'intégrité territoriale du Mali

Il a demandé à l'audience d'observer une minute de silence en hommage aux soldats maliens tombés sur les champs de bataille au nord et au centre du pays. Après, il demandé à ses confrères chasseurs de procéder au « Dankoun N'Soni », c'est-à-dire aux sacrifices rituels afin que les esprits fassent que la crise sécuritaire cesse et que le Mali redevienne ce qu'il était d'antan. « Que chacun fasse ce qu'il peut : dans la sorcellerie, la magie...pour que le Mali sorte de la crise sécuritaire et recouvre son intégrité territoriale », a ordonné Salif Togola. Qui ajouta qu'il est convaincu que de nombreux chasseurs de sa fédération possèdent des pouvoirs secrets. En l'occurrence le « Soudiourou », ce pouvoir occulte qui permet à un « Donso » (chasseur) de tirer sans viser une cible et l'atteindre, se protéger contre n'importe quelle attaque ou face à un ennemi. Il a ainsi décrété la fin de la crise sécuritaire. Car, convaincu que c'est à la portée de la confrérie des chasseurs qui détient de nombreux pouvoirs occultes. La cérémonie a continué jusqu'à la nuit.

■ Gaoussou Madani Traoré



“Nous évitons le pire” : La nécessité de l’opération Barkhane réaffirmée



Après la mort de 13 soldats français au Mali le 25 novembre dernier, et face aux critiques portant sur l’enlisement de l’opération Barkhane, le général Lecointre est allé sur place rappeler la nécessité de cette mission.

En acronyme militaire, ce déplacement s’appelle une ITH, pour “inspection de théâtre”. En trois jours, du 11 au 13 décembre, le Chef d’état-major des armées (CEMA) a alterné briefings opérationnels et visites diplomatiques au Niger et au Mali. L’avion du général François Lecointre s’est d’abord posé sur la base aérienne de Niamey, par où transite l’essentiel des hommes, du matériel, et de la logistique nécessaires aux 4 500 femmes et hommes de l’opération Barkhane.

Il n’y aura pas de grand soir, de grande bataille définitive avec défilé triomphal sur les Champs-Élysées. Nous sommes là pour endiguer la crise.

Dans la soirée – et il fera de même le lendemain à Gao – le plus haut gradé français s’adresse à une quarantaine d’officiers. Le cœur son discours : rappeler le sens de la mission. **“Nous sommes ici pour assurer notre sécurité pour les 30 ans qui viennent”, assure-t-il, “car si nous laissons le chaos s’installer, les États sahéliens vont s’effondrer sur eux-mêmes, laisser la place à l’Etat islamique, ce qui provoquera une pression migratoire sur l’Europe, avec tous les risques populistes que cela entraînera”.**

A Gao, dans la plus grande base de l’armée française au Mali, le CEMA est accueilli à son arrivée, sur le tarmac, par des pilotes et des équipages d’hélicoptères. L’instant est com-

porte une part de recueillement, ce n’est pas une simple revue des troupes. Le 25 novembre dernier, lors d’une mission de combat, deux hélicoptères se sont percutés, faisant 13 morts. Ceux qui discutent avec le général ont perdu des “frères d’armes” cette nuit-là. Mais dans leurs mots, aucune nuance de doute, aucune remise en question de leur mission : **“On pense à eux, c’est en tête, c’est latent, mais quand on remonte dans la machine, quand le rotor se met à tourner, on est pleinement concentré. Même si nous avons été marqués par ce que nous avons vu, car nous avons volé la nuit du crash”**, disent le capitaine Julien et le lieutenant Adrien, chef de bord et pilote d’un Tigre.

Nous avons une dette envers ces pays. Combien d’Africains sont venus se faire tuer en France et en Europe pendant les deux guerres mondiales ?

Le CEMA se dit plus tard **“frappé par le fait que ceux qui perdent leurs camarades au combat sont encore plus déterminés”**. **Pour lui, si un soldat doute, c’est que son chef n’a pas su lui faire comprendre le sens de la mission, ou n’a pas parié sur son intelligence en ne jugeant pas bon de le faire. Or, poursuit François Lecointre, “il faut toujours expliquer les raisons pour lesquelles nous nous battons, pour lesquelles nous sommes prêts sur ordre à donner la mort au risque d’y perdre la vie”.**

Augmentation des attaques jihadistes

Quand l’hélicoptère du général décolle le len-

demain de Gao, c’est pour rejoindre Ménaka, la ville carrefour du Liptako-Gourma, la région des trois frontières, entre le Mali, le Niger et le Burkina Faso. Il y a deux ans, l’armée française avait réussi à y faire baisser la pression des groupes armés terroristes. Un gouverneur s’était même réinstallé à Ménaka. Mais avec la fin de la saison des pluies, les raids jihadistes se sont multipliés ces dernières semaines. Les armées malienne et nigérienne y ont perdu des dizaines d’hommes chacune. Ménaka, au croisement des routes et des chemins de trafic, est stratégique et les jihadistes cherchent à en terroriser la population.

Le Chef d’état-major des armées, le général François Lecointre (à droite), lors d’un déplacement à Gao, au Mali, le 12 décembre 2019 (Etat-major des Armées)

C’est ce qu’est également venu mesurer dans la région le général Lecointre : la possibilité d’appuyer plus encore des Forces armées maliennes, découragées par les revers. Sans elles, sans l’appui de la communauté internationale, rien ne pourra se faire. Les jihadistes ne s’y trompent pas : plutôt que d’attaquer les soldats français, ils attaquent les Maliens, “valeurux mais vacillants”, dit le CEMA. Il conteste l’enlisement de l’opération lancée le 1er août 2014, et la fatalité qui voudrait que l’armée malienne ne sera jamais à la hauteur. L’armée malienne n’existait plus en 2012. Elle apprend à se reconstruire, tout en faisant la guerre. C’est comme réparer une voiture en roulant ! dit un officier malien.

Les problèmes de l’armée malienne paraissent presque incroyables : des officiers ignorent le nombre, même à la dizaine près, des hommes qu’ils commandent, un soldat n’a pas toujours une arme, les camps sont parfois laissés sans surveillance, pendant la prière ou la sieste, quand les jihadistes attaquent. Pourtant, le général Lecointre voit des motifs d’espoir : de jeunes officiers bien formés, des guerriers vaillants quand ils sont bien encadrés, une communauté internationale, principalement européenne, consciente des efforts qu’il faut partager. **“Mais c’est maintenant, dans l’année qui vient, que se joue l’avenir du Sahel”, affirme-t-il, “c’est pour ça que nous nous engageons en avant-garde, et que nous allons passer à la vitesse supérieure. Si nous loupons ce moment charnière, je suis assez pessimiste”.**

Situation sécuritaire dans le Sahel : Une affaire de tous

Le thème de l'émission d'une des chaînes de télévision privée au Mali était « Mali, Burkina Faso, Niger : comment mettre fin à la crise sécuritaire ». A travers ce plateau, les invites ont tous interpellé les autorités des pays du Sahel à une union sacrée. Le thème du débat a été développé par Boubou Doucouré, conseiller du Premier ministre, Idrissa Dicko, journaliste boukinabè, Maman Zakara, membre du bureau de l'organisation de la jeunesse de Taraya et Paul Kananura, spécialiste en géopolitique.

Depuis un certain temps, la situation sécuritaire dans le Sahel est devenue complexe. Malgré, la création de la force G 5 Sahel, en 2014, la crise persiste. Bien avant cette force, il y avait également les forces étrangères dans le Sahel en vue d'aider les pays de cette zone à faire face à cette situation d'insécurité. Force est de reconnaître que les ennemis parviennent toujours à attaquer à travers le Sahel. Actuellement, le bilan de ces attaques s'alourdit d'attaque en attaque. Boubou Doucouré, conseiller du Premier ministre, chef de la cellule de Communication de la primature a déclaré que le Mali, dans sa lutte contre le terrorisme, est en train d'allouer plus de 20 % des dépenses publiques à l'armée ».

Au cours du débat, certains participants ont signalé que la cause de la crise actuelle au Sahel va au-delà de l'Afrique. Ils ont également rappelé que lorsque la France a été attaquée dans le passé, ce sont les Africains qui ont été à leur secours. Aujourd'hui, le Mali, le Sahel a besoin de tous ses amis. Pour Idrissa Dicko, journaliste burkinabè, nous avons tous besoin des uns et des autres. Il a ajouté que le Mali, le Burkina Faso et le Niger doivent décider d'un jour pour marcher dans les rues en vue de manifester leur soutien aux dirigeants. « **Les chefs d'Etat ont compris que c'est une lutte commune et que les efforts de guerre doivent venir de nous-mêmes d'abord à travers la mobilisation des ressources internes** », a affirmé Boubou Dou-

couré.

Pour un retour de la paix et de la sécurité, les invites ont eu à proposer aux chefs d'Etats africains des investissements sociaux professionnels afin de mettre fin à l'enrôlement de la jeunesse. En outre, ils ont notamment signalé que le sens de la responsabilité, la mesure des enjeux par les gouvernants et les gouvernés pourraient être un moyen pour faire face à cette crise multidimensionnelle. Il est temps qu'au niveau des pays du Sahel, les populations puissent adopter un changement de comportement sur les réseaux. « **Le seul combat qui vaille pour la jeunesse africaine c'est de voir comment l'Afrique doit avoir aussi un veto** », a déclaré Maman Zakara, membre du bureau de l'organisation de

la jeunesse de Taraya.

Pour remédier à cette crise, les invites ont estimé que les Etats africains doivent renforcer les compétences de leurs militaires dans la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent. En outre, qu'il est temps de mettre en place des forces spéciales afin de lutter plus efficacement. « **Les renseignements autonomes, le contrôle des écoles coraniques, et l'amélioration des renseignements populaires pourraient être un moyen efficace de lutte contre cette crise** », a dit Dr Paul Kananura, spécialiste en géopolitique. La sécurité est une préoccupation nationale. « **C'est à nous de défendre nos intérêts et non les autres, il faut refuser les discours d'amitié et autres pour s'inscrire dans les discours de terrain** », a-t-il conclu.

■ Ibrahim Sanogo



ATT définitivement au Mali : Un deuxième retour plus que discret !



La majorité écrasante des maliens de base, et même plus, n'était informée, le dimanche 15, du retour du «vieux soldat» en temps réel. Un contraste avec 2017.

Depuis la mi-octobre, on avait appris pour des activités préparatoires (certaines formalités voyage par exemple) qui indiquaient que le deux fois président de la République du Mali (une fois par Transition en 91 et une autre fois par élection en 2002) s'apprêtait à regagner le bercail pour de bon. Le sujet avait alors animé salons et Grins avant de retomber.

Ces jours ci, les chaumières bruissaient encore de la nouvelle du retour du Président ATT. Sans déclencher de passions outre mesure : cela faisait trois ans qu'on parlait de ce retour sans le vivre vraiment. Mais, certains, apparemment proches du dossier, comme Awa SYLLA, ont affirmé pour le dimanche 15.

Pourtant, un mopticien à la retraite et compagnon du général depuis le temps des études primaires et secondaires était incapable de nous dire, le dimanche 15 à 20 :30, si ATT était de retour ou pas. À 22 heures dans un Grin du centre-ville, un passionné du général lance : « est ce que ATT est revenu » ? Personne pour répondre : personne ne sait.

2017-2019 : Le jour et la nuit

Est-ce que cela veut dire que ceux qui ne sa-

vaient pas étaient tout simplement des "débranchés" ? Pas évident. Car, ATT était déjà revenu en 2017 ; le 24 décembre plus précisément. Et pour ainsi dire, toute la République avait été ameutée en grande pompe en avance, avait fait le déplacement à l'aéroport et avait tapissé toutes les rues empruntées par l'illustre personnage jusqu'à destination.

À sa descente d'avion, le Premier ministre du Mali, Abdoulaye Idrissa MAIGA, était au bas de la passerelle pour l'accueillir avec un large sourire. Le gouvernement au grand complet et des personnalités étaient alignées pour la poignée de main traditionnelle. ATT avait eu droit

à un déjeuner royal à la résidence présidentielle.

Bref, ce retour passager et très bref a crevé les écrans. Il fut l'événement de l'année ; ou tout au moins un des tous premiers parmi les plus marquants. Ce retour fut «un tour et s'en va» : un saut à Mopti et le ... retour au Sénégal.

Le départ à l'exil, au Sénégal, pour ATT fut tout aussi mouvementé. Sans les caméras, les honneurs et la foule des accompagnateurs. Une grave crise fin mars l'avait fait désertier le palais présidentiel. Il avait été protégé ou pris en otage (on le saura peut-être un jour) durant quelques semaines dans Bamako. Puis, il fut contraint de signer la lettre de démission qui a été exhibée au monde entier. Il a signé et il voulait adresser, par micro interposé, un dernier message à son peuple avant de disparaître. On lui avait dit : Niet et directement l'aéroport Bamako - Senou.

Et là-bas ce jeudi 20 avril 2012, les choses ne furent pas facile. L'avion présidentiel du Sénégal l'attendait bien. Mais des soldats mécontents aussi. Des coups de feu ont été tirés en l'air. ATT aurait été pris à partie, bousculé et même insulté. Et même pire selon certaines versions.

C'est donc un homme usé, qui a beaucoup encaissé et qui a gros sur le cœur qui est revenu dimanche accueilli par « des centaines de maliens ». Sans tambours ni trompette. Revenu pour une destination connue, certes, mais est ce pour un sort connu ?

■ Amadou TALL



Anw Ko Mali sur le DNI : « Le Chef de l'Etat et le Gouvernement ont compromis la légitimité du processus »

Dans une déclaration, la plateforme « Anw Ko Mali ! », qui regroupe plusieurs partis, associations et mouvements, a indiqué qu'elle ne participe pas au dialogue national. Et pour cause... Nous vous livrons l'intégralité de cette déclaration de la plateforme présidée par Mme Sy Kadiatou Sow.

La déclaration fondatrice de la plateforme ANW KO MALI DRON du 28 juin 2019 portait sur la situation sécuritaire, le Dialogue national inclusif, la prolongation du mandat des députés et lançait un vibrant appel à tous ceux qui approuvent son contenu à se joindre aux signataires en vue d'une mobilisation patriotique pour renforcer les rangs de la résistance à la partition du Mali et engager un processus de redressement de notre pays. Six mois après, ANKMD estime de son devoir d'informer sur les actions conduites et de partager avec l'opinion notre analyse de la situation socio-politique et sécuritaire qui prévaut et notre position sur le dialogue national inclusif conduit présentement par le gouvernement.

1. Sur la situation sécuritaire

La situation socio-politique et sécuritaire a atteint un paroxysme inégalé avec la persistance des violences dans le « centre », (assassinats, enlèvements...) avec comme conséquences la détresse de populations isolées, déplacées, déstructuration de l'économie rurale, destruction de ponts...) Et depuis quelques semaines, les attaques ignobles contre les FAMA Mondoro, Boulkessi, Indelimane, Tabankort ayant entraîné la perte de près de 150 militaires, ainsi que la mort de 13 militaires de la Force Barkhane.

Nous présentons nos condoléances aux familles endeuillées. Nous rendons hommage aux éléments des forces armées et de sécurité tombés au champ d'honneur, ceux de la MINUSMA et de la force Barkhane.

En réaffirmant notre soutien déterminé à nos Forces de Défense et de Sécurité, en réitérant la « Déclaration du Rassemblement de soutien



aux Forces de défense et de sécurité » du 15 novembre 2019 et en rappelant fermement aux autorités maliennes qu'il est de leur responsabilité première d'assurer la stabilité et la sécurité sur l'ensemble du territoire malien, ANW KO MALI DRON exige du Gouvernement de :

- doter nos forces armées de défense et de sécurité, des moyens adéquats et conséquents pour mener à bien leurs missions régaliennes;
- changer radicalement la gouvernance de la défense et de la sécurité et consacrer des ressources suffisantes au financement des opérations de défense et de sécurité ;
- créer les conditions d'une coordination stratégique et davantage de synergie entre les

FAMA, la MINUSMA, la force Barkhane, les partenaires bilatéraux et régionaux du Mali aux plans de la sécurité et du développement ; La crispation actuelle des relations entre le G5 Sahel et la France, et consécutivement la rencontre prochaine de PAU, au-delà de la forme paternaliste et inacceptable, offre 2 ???

L'opportunité de lever toutes les ambiguïtés, d'évaluer le dispositif et de dessiner une architecture partenariale de stabilisation structurelle du Sahel.

2. Sur le dialogue national

2.1 Dans son Communiqué en date du 12 septembre 2019 concluant à sa non-participation

à l'Atelier de validation des TDR, ANW KO MALI DRON relevait qu'il aurait été indiqué que le « Triumvirat » dresse un rapport de synthèse des écoutes et documents remis par les uns et les autres, sur l'état du pays, les convergences et les divergences sur l'essentiel du dialogue. Ce Rapport soumis à une Rencontre des Forces politiques et sociales, aurait créé un consensus dynamique autour du processus.

Malheureusement, au lieu de légitimer ainsi le processus, le « Triumvirat » par les TDR proposés, porte un dialogue politique inclusif « formaté », en ligne directe de l'accord politique de gouvernance, processus ni inclusif, ni participatif, ni autonome. Ce qui n'est pas conforme à notre vision du Dialogue national inclusif. ».

En effet, la Plateforme AKMD a défini ce qu'on pourrait appeler les « Piliers » indispensables au Dialogue national inclusif qui replace le peuple au cœur du processus endogène de sortie de crise :

- « un exercice démocratique hautement participatif » et inclusif du début à la fin du processus;
- Le respect de la légalité républicaine et de la démocratie
- L'autonomie dans l'organisation et la conduite du processus
- Le caractère souverain, donc contraignant des recommandations
- Un processus endogène, national
- Le libre choix des sujets et questions par les participants
- Un processus ascendant, du local au national ouvert à tous les citoyens

Le processus développé depuis, ne répondant pas à un nombre critique de ces piliers, AKMD a décidé de ne pas participer à l'Atelier de validation des TDR proposés par le Comité national d'organisation et le Triumvirat.

2.2. Les TDR, selon les organisateurs, adoptés par cet Atelier ont connu des modifications qui répondraient à certaines préoccupations de la plateforme AKMD et d'autres composantes des forces politiques et sociales qui n'y ont pas pris part. En réalité, un rapide examen des TDR validés montrent qu'il n'y a pas d'avancées déterminantes. Sans être exhaustif, on peut relever que :

- Le « Triumvirat » n'a ni prouvé son indépendance, ni déployé une organisation autonome pour piloter l'ensemble du processus : il a fait le choix du maintien de l'organisation décrétée,

des structures administratives de commandement...

- Le changement de dénomination de DPI en DNI n'a pas intégré les orientations et contenus du Dialogue national inclusif prenant en compte toutes les dimensions du Mali en crise, la globalité, la profondeur de la crise, toutes les communautés, toutes les

3 forces, tous les citoyens de l'intérieur comme de l'extérieur et en se voulant être le conducteur pertinent pour une véritable union sacrée.

- Les modifications apportées au « contexte » et « justificatif » occultent toujours un diagnostic de la crise du Mali. Sans un état des lieux complet et partagé, de quoi va-t-on parler et pour quelles solutions ? Quel projet commun ?

- Les changements apportés à la question de l'Accord pour la paix et la réconciliation issu du processus d'Alger (APR) et à celle de la révision de la Constitution, les formulations y relatives dans les « objectifs spécifiques », dans les « résultats attendus » et dans la « Thématique n°1 » laissent entendre que le seul objectif inavoué de ce dialogue n'est autre que la révision constitutionnelle en lien avec l'Accord de paix et de réconciliation issu du processus d'Alger. A cet égard, ANW KO MALI DRON réaffirme que l'un des principes cardinaux du DNI doit être de ne pas présumer des réformes constitutionnelles et de considérer au contraire le DNI comme le préalable à toute réforme institutionnelle.

- La liste de participants est certes plus élargie, notamment avec la participation de représentants des communes au niveau cercle et ainsi de suite jusqu'au national... mais toujours sans les citoyens qu'on ne saurait assimiler uniquement aux représentants de structures, d'associations et autres regroupements habituels (officiels, semi-officiels et para-officiels...). Aucun effort n'a été fait pour imaginer une participation des citoyens dans les quartiers, les villages...

- L'existence de thématiques orientées et /ou fermées piège les débats, d'autant plus qu'il n'est mentionné nulle part de façon claire et nette que les participants ont le libre choix des sujets et questions. L'augmentation du nombre des thématiques ne prend pas en compte les

interrogations fortes sur notre démocratie visant à refonder l'infrastructure institutionnelle de notre pays, à ré légitimer l'Etat sur des bases endogènes, à inventer un nouveau fonctionnement institutionnel, une nouvelle alliance entre les citoyens et leurs gouvernants, une gouvernance territoriale visionnaire, osée et progressive, un système de défense et sécurité repensé, sur nos ressources humaines (éducation, école, santé, qualité de la vie et identité culturelle...), sur notre économie...

□ Le forcing du calendrier souligne un « dialogue alibi », privant les maliens de se pencher dans les villages, les quartiers, les villes... sur leur situation, celle de leur espace et celle de leur pays et de suggérer leurs solutions.

2.3 Conscient qu'aucun sacrifice n'est de trop pour le Mali, ANW KO MALI DRON a rencontré à leur demande, les Familles fondatrices le 07 octobre 2019 et le « TRIUMVIRAT » le 17 octobre 2019, pour écouter leurs exhortations à prendre part au Dialogue national inclusif. AKMD a développé sa conception et tout ce qu'elle a fait pour qu'on enclenche un véritable processus de résorption de la crise malienne. Que penser d'un dialogue national inclusif qui a déjà commencé dans les régions, et cela, sans la participation d'une bonne partie des forces politiques et une bonne frange de la société civile ?

AKMD a indiqué qu'à ce stade, tous ceux qui sont convaincus depuis des années, qu'aucune démarche visant à apporter une solution structurelle sérieuse, durable et efficace à la crise multidimensionnelle ne saurait être envisagée sans la contribution active et constructive de l'ensemble des forces politiques, économiques, sociales et citoyennes du pays, ne peuvent cautionner le « Dialogue national inclusif » conçu et conduit par le Gouvernement et le « Triumvirat ».

Aussi, pour ANW KO MALI DRON,

- en décidant de manière unilatérale du format, du contenu, des personnalités et de la structure devant conduire le dialogue inclusif, le Chef de l'Etat et le Gouvernement ont compromis la légitimité du processus de dialogue;
- en procédant aussi, au lancement du Dialogue National Inclusif et à la tenue des deux niveaux de base et du niveau régional sans d'importants segments des forces politiques et sociales, ils ont, avec le « triumvirat », privé le DNI du terreau mobilisateur que constituent

l'apaisement et le sentiment de confiance mutuelle ;

- en fixant la date du 14 décembre 2019 pour l'ouverture des concertations du niveau national, le Président de la République parachève un processus de Dialogue national inclusif bien loin de celui qu'il annonçait à la nation le 16 avril 2019 : « L'idée d'un cadre de dialogue plus vaste, plus représentatif, plus inclusif fait son chemin et emporte mon adhésion... Ce qu'il nous faut c'est un format qui ne laisse personne sur le quai, qui rassemble les segments les plus divers de notre société... Ce qu'il nous faut, c'est un consensus solide pour notre avenir politique, institutionnel, social, je devrais

dire sociétal. ».

- en indiquant que la mise en œuvre sera assurée par le mécanisme indépendant de suivi-évaluation proposé par les « Congressistes », il ne confère aucun caractère contraignant aux recommandations et par conséquent aucun pouvoir d'action ou d'injonction à ce mécanisme.

Par conséquent, ANW KO MALI DRON estime que ce qui aurait dû être un moment de mobilisation et de communion des maliennes et des maliens autour de la grave crise que connaît le pays, pour reprendre en mains leur destin commun, se déroule dans l'indifférence, sans engouement, sans esprit de sursaut na-

tional. Ce gâchis politique, financier et de temps, qui manque le plus aujourd'hui au Mali et au Sahel, est source de nouvelles impasses. Dans ces conditions, AKMD ne participera pas non plus à cette phase du Dialogue national inclusif. Il est impérieux d'éviter de nouvelles impasses à notre pays qui traverse l'une des crises la plus grave et la plus complexe de son histoire. Notre pays ne peut pas faire l'économie d'un Dialogue national véritablement inclusif, refondateur, gage d'un processus endogène de redressement du Mali.

QUE DIEU BENISSE LE MALI UN ET INDIVISIBLE ET EN PAIX !!!

SAMA
transfert d'argent

Transfert d'argent

ECONOMISEZ JUSQU'À
40%
SUR VOS FRAIS DE
TRANSFERT D'ARGENT

www.sama.money

Assurés et Prescripteurs, Attention à la fraude !



La CANAM rappelle à tous que toute fraude commise pour accéder aux prestations est punie par les dispositions de la loi N°09-015 du 26 Juin 2009.

La CANAM sait compter sur la compréhension de tous

Le mariage : Les liens du mariage sont-ils (in)dissolubles ?



Il y a ceux qui ne jurent plus que par le divorce. En vérité, ils représentent la tendance majoritaire et incarnent le ressenti de la vox populi.

Accusant un des conjoints d'infidélités multiples, de perfidie répétée, d'entourloupe continuelle, d'égoïsme invétéré et d'arrogance incorrigible ; ils (les partisans du divorce) réclament une séparation immédiate, fracassante et définitive.

N'essayez surtout pas de les ramener à de meilleurs sentiments ! Pour le moment, leur volonté de rompre les liens du mariage semble plus forte que tout. Ils en sont convaincus : si le conjoint Vert-Jaune-Rouge file un si mauvais coton, c'est parce que la conjointe Bleu-Blanc-Rouge est passée maîtresse dans l'art de la duplicité et de la déloyauté.

Donc, pour eux, ça suffit ! C'en est trop de ce ménage ! La cause est entendue ! Meure le couple ! Vienne la liberté ! Sonne l'heure de la délivrance ! Et vive une nouvelle partenaire ! Galvanisés par les discours anti-néo-colonialistes qui apportent de l'eau à leur moulin, ils (les pro-divorce-ou-rien) sont déterminés à gagner tout le tribunal c'est-à-dire toute l'opinion nationale à leur cause. Ainsi, pour tenter de convaincre les juges (entendez les masses populaires), les pousses-au-divorce usent d'une technique redoutable. C'est remuer la

chambre de l'histoire coloniale du continent, soulever les draps du passé, rouvrir les tiroirs des années 60, 70 et 80, puis retourner les oreillers de l'actualité pour étaler au grand jour ce qu'ils appellent « les preuves » de l'inconduite de dame Bleu-Blanc-Rouge.

Las ! Pour ne rien arranger à l'affaire, voilà que Bleu-Blanc-Rouge, elle aussi, y va de sa déclaration malavisée et incongrue. Cédant à l'on ne sait quel besoin de s'affirmer, elle a cru bon d'exiger qu'on vienne lui adresser une déclaration d'amour renouvelée jusque dans sa ville de Pau, ou alors, qu'on s'apprête à subir les foudres de sa colère ! Le tout, sur un ton qui épouse l'irrespect et la condescendance.

Franchement ! Ne pouvait-elle s'abstenir d'une telle maladresse ?

Malgré les suspicions et le désamour qui ébranlent le couple, tout espoir n'est peut-être pas perdu. Car, il y a aussi ceux qui veulent croire à un retour d'harmonie entre les mariés. Oh ! bien sûr... ils (ces adeptes de l'aimez-vous-pour-toujours-malgré-tout) sont minoritaires. Mais, leur argument est que, face à l'ennemi djihadiste qui fait tant de ravages, aucun des conjoints n'a intérêt à briser les liens rationnels de cet hyménée.

Tout clash, selon eux, aurait des conséquences terribles. D'abord, pour Vert-Jaune-Rouge qui pourrait voir le reste de son territoire annexé par les hordes barbares terroristes. Ensuite,

pour Bleu-Blanc-Rouge qui s'exposerait à des attentats planifiés au Sahel et menés jusque dans sa retraite dorée de l'Hexagone.

Maintenant, ayant entendu les plaidoiries des deux camps, à quoi faut-il se résoudre ? Faut-il préférer un mariage compliqué au divorce ? Ou bien faut-il faire voler le couple en éclats et se risquer à une période d'incertitudes ?

Au risque de ne pas emporter l'amitié des pro-divorces, l'objectivité nous pousse à ne pas soutenir la logique de la rupture. Les intérêts des deux mariés sont trop liés, et les enjeux, aussi bien sécuritaires qu'économiques, sont trop élevés pour que les conjoints se tournent le dos. Face au terrorisme qui s'est internationalisé, aucun pays (qu'il soit africain, européen, américain ou asiatique) ne peut faire front seul. La coopération entre les Etats est indispensable si l'on veut endiguer les vagues malfaisantes du djihadisme. Mais alors, dans le cas de Vert-Jaune-Rouge et de Bleu-Blanc-Rouge, la pérennisation du couple va dépendre d'un fait : c'est le nécessaire langage de vérité.

Oui ! Il convient, dans un ménage, que tout soit dit les yeux dans les yeux. Les suspicions, les incompréhensions et les plaintes de l'un doivent être entendues au même titre que le désir de « clarification » de l'autre. Nul besoin de faire le long trajet de Pau pour cela. D'ailleurs, l'avocat principal de dame Bleu-Blanc-Rouge ne s'est pas gêné pour protester contre ce qu'il qualifie de « sentiment anti-coq ».

Il appartient, dès lors, à l'avocat général de Vert-Jaune-Rouge de sortir de sa frilosité, de faire preuve d'un peu de courage et de dire à sa partenaire trois vérités. La première : le temps de l'empire colonial dirigé par la république de « nos ancêtres les Gaulois » est bel et bien révolu. La deuxième : le soutien apporté par Bleu-Blanc-Rouge doit être plus important, surtout dans le domaine du renseignement et dans celui de l'appui aérien. La troisième : Bleu-Blanc-Rouge doit arrêter (et arrêter veut dire vraiment arrêter !) son ambivalence sur le dossier de Kidal.

C'est au prix de ces vérités et aussi au prix du courage de l'avocat général de Vert-Jaune-Rouge à ne rien céder sur les droits souverains de son territoire que le couple pourra mieux cohabiter et échanger les fleurs de la confiance retrouvée.

■ IBRAHIM SANOGO

Vivre dans la belle-famille : Un quotidien stressant



Auparavant, il était inimaginable, pour beaucoup de jeunes garçons d'abandonner la maison familiale après leur mariage. De nos jours, de plus de jeune optent pour une famille nucléaire (petite famille) pour de multiples raisons. Si certains veulent fuir les nombreux problèmes de cohabitation avec les autres membres de la famille, d'autres préfèrent vivre paisiblement seuls avec leurs femmes et leurs enfants (vie occidentale).

Le Mali, est ce pays reconnu pour son attachement à certaines valeurs sociétales qui, malgré la modernisation, sont toujours en vigueur. En effet, il reste toujours difficile pour les jeunes hommes (notamment les aînés) de quitter la maison parentale après le mariage. Car les parents ayant pris de l'âge, c'est à eux de prendre soins des parents et de rester dans la famille parentale. Mieux, pour la société traditionnelle et la religion, la Baraka (la bénédiction) d'un enfant provient du respect et de l'attention qu'il accorde à ses vieux parents.

« Je suis le premier fils d'une famille de 7 en-

fants. J'ai fait mes études en France. Et à mon retour, je me suis marié. Au début, je voulais me louer un appartement pour y vivre avec ma femme, mes parents ont catégoriquement refusé cette idée. Et depuis plus de 6 ans, je vie en famille avec mes parents, mes frères et

leurs épouses. Toutefois, la plupart du temps, il n'y a de problèmes : il arrive que les femmes se fassent des histoires pour des futilités. Mais, c'est à nous les hommes de comprendre et faire en sorte que cela n'entame pas notre parenté ou créer des frustrations chez nos parents. Il y a aussi le problème d'espace et souvent le manque d'intimité qui pose problème, sinon il n'y a rien de satisfaisant qu'avoir ses parents près de soi », nous explique Ibrahim Koné.

Cependant de nombreuses jeunes filles voient autrement cette situation. Pour ces dernières, vivre dans la maison familiale avec ces beaux parents n'est pas chose facile, témoigne Mariam Dembélé.

« J'ai toujours eu peur de vivre avec ma belle-famille, mais je n'ai pas échappé. Je vis dans une grande famille avec mes beaux-parents, mes belles-sœurs, mes beaux-frères, j'avoue que c'est le stress au quotidien. Tu n'es pas totalement libre, car tu es, tout le temps, observée. Il faut contrôler ce qui sort de ta bouche, tes faits et gestes, car sans le savoir, tu peux offenser quelqu'un. Et souvent, c'est même difficile de donner l'éducation que tu veux à tes enfants. Et si tu ne fais pas attention, ces petites histoires au quotidien peuvent détruire l'harmonie de ton foyer, voire vous conduire au divorce », déplore-t-elle. Mais, il faut reconnaître en chaque chose, il y a des avantages et des inconvénients.

■ UN QUOTIDIEN STRESSANT



Niger : Le G5 Sahel appelle la communauté internationale à agir

Initialement prévu à Ouagadougou, pour préparer le sommet de Pau en France, le sommet exceptionnel des chefs d'État du G5 Sahel ce dimanche 15 décembre s'est finalement déplacé au Niger, par solidarité pour le pays qui a perdu 71 soldats lors d'une attaque terroriste la semaine dernière. Dans leur communiqué conjoint, les chefs d'État ont appelé à une grande alliance internationale contre le terrorisme.

Sur le carré des martyrs, au cœur de la base aérienne de l'escadrille nationale, des soldats donnent les derniers coups de pelle. Les tombes sont encore à nu, de simples plaques métalliques indiquent le nom des défunts.

Après avoir prié ensemble, en silence, serrés les uns contre les autres, les quatre chefs d'État s'inclinent sur les sépultures. « **Nous sommes venus ici au palais des Martyrs pour présenter nos condoléances au gouvernement, au peuple nigérien et au président nigérien pour ces pertes qui sont importantes. Et surtout aussi encourager nos frères du Niger en tant que G5. Ce combat est de longue haleine et il faut nous armer de beaucoup de courage pour pouvoir arriver à bout de ce combat et avoir des victoires. C'est pour cela que nous sommes là** », témoigne Roch Marc Christian Kaboré, président du Burkina Faso.

L'attaque d'Inates a profondément choqué l'opinion nationale nigérienne. C'est la plus meurtrière qu'a connue le pays depuis 2015. Le Sahel vit depuis six mois, une véritable intensification du conflit. Le Mali a perdu plus de 140 soldats sur cette période, et le Burkina, plus d'une quarantaine.

« **Comme dans toutes les guerres contre le terrorisme, nous ne gagnerons pas seuls.** » Dans son allocution finale, Marc Christian Kaboré a été clair : les alliés sont nécessaires pour vaincre les groupes jihadistes qui déstabilisent le Sahel.

Rappels des engagements de la communauté internationale

Le président burkinabè ajoute que la France n'est d'ailleurs pas l'unique partenaire du G5 Sahel. Il évoque les autres pays européens ou encore le Canada. Pas d'indication claire néanmoins sur un éventuel rapprochement avec la Russie. Lors du sommet de Sotchi, fin octobre, Roch Marc Christian Kaboré avait appelé Moscou à établir un partenariat stratégique avec le G5 Sahel.

Ces gens ont perfectionné leurs méthodes de travail, ils se sont professionnalisés et nous devons lutter contre des gens qui sont venus d'autres aires où ils ont combattu, la Syrie, et qui apportent leur contribution à la formation de ces personnes-là. Donc nous avons besoin des alliés, nous avons besoin d'avoir un travail

beaucoup plus transparent et coordonné entre nous. Nous sommes ouverts à tout partenariat international qui peut nous aider dans la lutte contre le terrorisme.

De Barkhane, de la France ou bien du sommet de Pau, il n'en pas été question. Pas une seule mention de ces sujets n'apparaît dans le communiqué conjoint des chefs d'État. Ceux-ci ont rappelé à la communauté internationale qu'elle a pris des engagements envers les pays du G5 Sahel qui ne sont pas encore concrétisés aujourd'hui. Ils évoquent notamment les promesses de financement de la force conjointe. Pour le président du Niger, Mahamadou Issoufou, interrogé à l'issue du point presse, la communauté internationale doit prendre ses responsabilités.

Nous souhaitons que la communauté internationale soit plus solidaire, cesse de détourner son regard du Sahel, surtout qu'elle a une responsabilité dans l'aggravation des menaces face auxquelles nous faisons face parce que c'est elle qui a pris la décision d'intervenir en Libye et cette crise libyenne amplifie aujourd'hui toutes les menaces qui pèsent sur nos États. Donc la communauté internationale doit prendre ses responsabilités ; la sécurité est un bien public mondial, les populations du Sahel ne peuvent pas être laissées seules face à ces menaces

« **L'heure est la prise de décisions fermes, assure un ministre des Affaires étrangères de la zone, la priorité est de renforcer notre stratégie sécuritaire** ». Interrogé sur les récentes tensions avec l'Hexagone, Mahamadou Issoufou, le président du Niger, a quant lui sourit, assurant qu'« il n'y a jamais eu d'incident » avec le partenaire français.



De g. à d: Ibrahim Boubacar Keïta (Mali), Mahamadou Issoufou (Niger), Roch Marc Christian Kaboré (Burkina Faso), Idriss Déby (Tchad) et Mohamed Ould Cheikh Mohamed Ahmed Ould Ghazouani (Mauritanie), à Niamey, le 15 décembre 2019.

Protection de l'Enfant Talibé : HRW dénonce l'inaction de l'État sénégalais



Des enfants «talibés» qui mendient à Dakar.

Ces jeunes garçons, scolarisés dans les écoles coraniques du pays, sont parfois mendiants. Ils seraient 100 000 d'après l'ONG qui publie ce lundi matin un rapport pour demander des mesures fortes de la part des autorités. Obstacles à l'action de la justice, sous-financement des associations de protection

de l'enfance, inaction de l'État : pour l'organisation de défense des droits humains, il y a urgence.

Premier constat souligné par Human Rights Watch : il y a toujours une « souffrance énorme » vécue par de nombreux enfants dans les daaras, les écoles co-

raniques. Le rapport d'une centaine de pages, décline cinq mesures, qui d'après l'ONG doivent être prises par l'État du Sénégal. Les programmes des autorités sont jugés « insuffisants » et « incohérents », les tentatives pour retirer les enfants des rues bien « superficielles ».

Réglementer les écoles coraniques

Exemple de mesures à prendre : d'abord réglementer les écoles coraniques. Toutes évoluent dans un flou juridique et un cadre peu contraignant. Aussi l'ONG recommande aux députés d'adopter une loi pour encadrer les établissements.

Renforcer la réponse policière et judiciaire

Il faut également accélérer et renforcer la réponse policière et judiciaire face aux mauvais traitements infligés par certains maîtres coraniques aux enfants. Human Rights Watch salue les progrès de la justice ces dernières années. Mais ils sont loin d'être suffisants. Trop souvent la pression des milieux religieux et l'influence des cercles maraboutiques du Sénégal permettent d'étouffer les affaires ou d'atténuer les peines.



Etat de santé de Kadidiatou Sangaré: La générosité du ministre Arouna Modibo Touré va sauver une vie et une carrière

Ayant appris l'état de santé dégradant de Kadidiatou Sangaré, du Djoliba AC qui risquait de perdre l'usage de son pied droit, le ministre des Sports Arouna Modibo Touré, très sensible à ces genres de situation a décidé de venir en aide à la petite Kadidiatou comme à son habitude.

Les faits

Âgée seulement de 16 ans, Kadidiatou Sangaré fait la 10ème année C7 au Lycée BAH Aminata DIALLO (LBAD). En plus d'être une brillante élève, Kadiatou joue au basketball avec les minimes de Djoliba AC. Enfin, si la jeune de-

moiselle n'est pas vite secourue par les personnes de bonnes volontés, elle risquerait d'être amputée.

En effet, un soir après l'entraînement au stade Ouenzin Coulibaly, Kadidiatou Sangaré va constater des douleurs au niveau de son genou droit. Dans un premier temps, elle pensait que cela était dû à un petit accrochage lors de l'entraînement et qu'elle se sentira vite mieux. Cependant, son état de santé s'est dégradé de jour en jour et elle a fini par rester scotcher au lit. C'est ainsi que sa veuve maman (qui peine à faire face au quotidien), l'amènât au CHU du Point-G pour entamer des traitements médicaux. Les moyens de cette dernière étant très limités, elle ne parvient plus à faire face

aux dépenses. Pourtant, Kadidiatou souffre énormément et passe presque toute la nuit à pleurer.

“Malgré l'aide des généreux voisins qui font de leurs mieux, je n'arrive plus à suivre le traitement de ma fille. Raison pour laquelle, je sollicite le soutien des personnes de bonnes volontés pour que la jambe de ma fille ne soit pas amputée. S'il vous plait ne laissez pas ma chère innocente fille seule face à cette maladie qui l'affaiblie non seulement physiquement, mais mentalement de jour en jour”, évoque sa veuve maman avec des larmes aux yeux. Elle sollicite l'assistance des bienfaiteurs de l'humanité pour venir en aide à sa fille pour des soins médicaux plus avancés, afin que sa fille, son premier espoir après le décès de son mari, se tienne sur ses deux pieds et reprenne le chemin de l'école et de l'entraînement. C'est ainsi que le ministre Harouna Modibo Touré a fait parler son cœur. Il s'est engagé à prendre en charges les frais de soins de la patiente. Cette générosité va peut-être non seulement sauver une vie, mais aussi une carrière sportive.



Ligue Europa : Maréga et Sylla retrouvent Koïta en 16e de finale

Eliminé en phase de groupes de la Ligue des Champions après avoir terminé 3e de la poule E derrière Liverpool et Naples, le Red Bull Salzburg a été reversé en 16e de finale de l'Europa League. Dans cette 2e compétition interclubs de l'UEFA, le club de Sékou Koïta et de Mohamed Camara ne fera pas cavalier seul. Ces internationaux Aigles retrouveront, avec leur formation, des compatriotes dont les clubs ont composté leur ticket à l'issue de la 6e et dernière journée de groupes hier jeudi. Il s'agit de Moussa Maréga (FC Porto) et de l'ancien capitaine Yacouba Sylla (CFR Cluj).

Alors que les 16es de finale auront lieu les 20 et 27 février (aller et retour), le tirage au sort, quant à lui, est prévu pour le lundi 16 décem-

bre prochain.

Les qualifiés

Têtes de série
 Ajax (NED)*
 Arsenal (ENG)
 Bâle (SUI)
 Benfica (POR)*
 Braga (POR)
 Celtic (SCO)
 Espanyol (ESP)
 Internazionale Milano (ITA)*
 İstanbul Başakşehir (TUR)
 La Gantoise (BEL)
 LASK (AUT)
 Malmö (SWE)

Manchester United (ENG)
 Porto (POR)
 Salzburg (AUT)*
 Sevilla (ESP)
 Non-tête de série
 APOEL (CYP)
 AZ Alkmaar (NED)
 CFR Cluj (ROM)
 Club de Bruges (BEL)*
 Copenhagen (DEN)
 Eintracht Francfort (GER)
 Getafe (ESP)
 Leverkusen (GER)*
 Ludogorets (BUL)
 Olympiacos (GRE)*
 Rangers (SCO)
 Roma (ITA)
 Shakhtar Donetsk (UKR)*
 Sporting (POR)
 Wolfsburg (GER)
 Wolves (ENG)

■ Alassane Cissouma





Bélier (21 mars - 19 avril)

Vous pourriez, ce matin, entrer en confrontation avec un client ou l'un de vos collègues et cela pourrait affecter votre moral et votre motivation. Heureusement, cela sera de courte durée, car dans l'après-midi, la signature d'un contrat ou une proposition de collaboration pour un nouveau poste vous regonflera à bloc. Vous pourriez avoir la déception de constater que votre projet immobilier ne peut aboutir faute de financement suffisant. Toutefois, ne désespérez pas et appelez votre banque dans l'après-midi. Un arrangement pourrait être trouvé afin que vous puissiez signer votre contrat de vente.



Taureau (20 avril - 19 mai)

Dans votre signe, une opposition solaire favorisera les prises de bec. Suite à un profond désaccord, vous pourriez essuyer les critiques d'un supérieur. Au lieu de vous taire, vous haussez le ton, ce qui envenimera la situation. Chaud devant...

Vos tracas financiers ? Que ces derniers soient grands ou petits, vous les garderez pour vous. En effet, d'une part, vous aurez le culte du secret autour de l'argent. D'autre part, vous aurez votre fierté. Pour vous, cette dernière n'a pas de prix...



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Besogneux, vous vous attélerez à votre travail sans vous poser la question de savoir si vous parviendrez à boucler vos dossiers. Cela sera pour vous, déjà une grosse perte de temps de rentrer dans ce genre de configuration. Vous serez performant.

Méfiez-vous, car avec Vénus dans votre signe, vous pourriez bien attraper le syndrome de la boulimie de consommation pour combler vos désarrois. Si vous souhaitez dépenser votre argent, réfléchissez au moins à investir dans des produits utiles.



Cancer (21 juin - 21 juillet)

La vie vous propose de changer d'activité. Vous aimeriez trouver un poste qui favorise l'épanouissement et d'autres activités diversifiées. Un ami a la possibilité de vous donner de bons contacts ou de vous communiquer son expérience sur un secteur.

Votre véhicule et des charges liées à l'habitation, comme des factures importantes, peuvent tomber en simultané et réduire beaucoup votre budget. Un imprévu a la possibilité d'engager des frais qui tombent au mauvais moment. Un moment de stress est à prévoir.



Lion (22 juillet - 23 août)

Il pourrait aujourd'hui vous être proposé un déplacement professionnel voire une mutation qui pourrait perturber votre vie familiale. Ne vous emportez pas et demandez un entretien avec votre direction, elle saura entendre vos arguments.

Un différend pourrait vous opposer à un voisin ou un copropriétaire qui pourrait vous engager financièrement. Ne vous en faites pas, vous saurez rester maître de la situation et imposer vos conditions avec fermeté et diplomatie à la fois.



Vierge (23 août - 23 septembre)

Ami Vierge, si vous êtes à votre compte, vous pourrez ouvrir votre boutique ou magasin en retard. Du coup, en perdant des clients, votre chiffre d'affaires ne sera pas extraordinaire. Si vous êtes salarié, vous n'aurez pas les yeux en face des trous.

Avec l'argent, vous aurez une très mauvaise habitude : faire suivre vos comptes bancaires par votre partenaire. Ce dernier est plein de bonne volonté, mais ne comprend rien aux chiffres. Du coup, cela revient à dire que son action est presque inutile !



Balance (23 septembre - 22 octobre)

Uranus stimulera votre motivation. Toutefois, vos ambitions ne ressembleront plus à celles que vous aurez caressées par le passé. Cela ne sera plus de gloire dont vous rêvez, mais de donner un nouveau sens, plus stimulant, à votre professionnelle.

Dire que vous allez décrocher le jackpot serait enjoliver la réalité. Vous ne manquez pas d'argent, mais ce que vous gagnerez sera réinvesti aussitôt dans des achats pour votre maison. Vous ne pourrez pas vous dérober à ses dépenses, il y aura urgence.



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Pour le moment, les astres vous font rechercher un poste plus diversifié. La routine professionnelle peut vous miner le moral et votre créativité ne s'exprime pas comme vous l'aimeriez. Soyez un peu patient et comparez les propositions qui arrivent.

Votre situation matérielle est stable à condition de faire attention. Les dépenses sont consacrées à des charges familiales et à des paiements obligatoires. Gardez votre trésorerie pour des achats inévitables réservés à la vie quotidienne ou à l'habitation.



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Si vous êtes indépendant ou aspirez actuellement à créer votre entreprise, attendez-vous à ce que l'on tente de vous mettre des bâtons dans les roues aujourd'hui. Sachez toutefois que vous n'êtes pas seul et que vous pourrez compter sur le soutien d'amis ou associés. Un imprévu soudain pourrait bien déstabiliser votre situation financière et vous mettre en difficulté aujourd'hui. Appelez votre banque qui vous octroiera sans difficulté un délai ou un découvert autorisé le temps que vous rétablissiez l'équilibre de votre budget.



Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Si vous êtes demandeur d'emploi, vous refuserez aujourd'hui une offre de travail... Si vous êtes salarié, vous direz non à un accroissement de vos responsabilités. Ami Capricorne, votre attitude ressemblera fort à de la fainéantise ! Eh oui...

La planète Saturne va complètement brouiller les pistes... Votre ambition sera stoppée net ! En clair, vous allez vivoter du matin jusqu'au soir. Snif ! Votre formule mathématique du jour sera la suivante : petits besoins = petits revenus ! Eh oui...



Verseau (20 janvier - 19 février)

Le meilleur conseil de Jupiter sera de ne pas trop vous avancer, surtout si vous ne savez pas où vous mettez les pieds. Mieux vaudra peaufiner vos arguments et votre stratégie, pour que vos intentions ne se traduisent pas par un coup d'épée dans l'eau.

Il ne vous viendra même pas à l'esprit de nier que l'argent sera important pour vous. Peut-être que cela choquera certains, mais vous serez à l'aise avec ça. Pour autant, vous serez prudent dans vos placements et vous ne miserez pas gros sur ce projet.



Poisson (19 février - 21 mars)

Les astres vous permettent de prendre un tournant important dans votre carrière. Une formation peut être en cours et vous ouvrir des perspectives. Mars en Cancer peut pourtant vous faire réfléchir et apporter des doutes sur votre nouvelle route prise.

Il faut fournir des efforts pour ne pas dépenser l'ensemble de votre budget. Vous pourriez craindre un léger découvert avant la fin du mois. Vénus en Taureau vous tente terriblement pour les achats liés aux loisirs ou aux invitations d'amis dans un restaurant.

UN GROUPE BANCAIRE PROCHE DE VOUS !

Filiales



BDU - BF
BURKINA FASO



BDU - CI
CÔTE D'IVOIRE



BDM FRANCE
FRANCE



BDU
BANCO DA UNIÃO
GUINÉE BISSAU

Siège social : Avenue Modibo Kéita / BP 94 Bamako Mali

Tél. : (+223) 20 22 20 50 / 20 22 53 36 - Fax. : (+223) 20 22 50 85/20 22 42 50

www.bdm-sa.com

VOS AMBITIONS N'ONT PAS DE LIMITE



BDM SA